

Arrêté n° PCICP2026127-0002

Arrêté préfectoral complémentaire encadrant la cessation d'activité du site de
la société VESTRA GROUPE, pour son établissement SOROTEX
situé sur le territoire de la commune de ROMILLY-SUR-SEINE

—
Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement notamment ses articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3, L. 511-1 et L. 171-8 ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE, préfet de l'Aube ;

VU le décret du 31 juillet 2025 nommant M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 08-1061 du 11 avril 2008 visant la remise en état du site ;

VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° BECP2018275-0002 du 2 octobre 2018 ;

VU l'arrêté préfectoral de consignation n° PCICP2023095-0003 du 5 avril 2023 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2025058-0001 du 27 février 2025 encadrant la cessation d'activité du site ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025225-0003 du 13 août 2025 portant délégation de signature à M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le courrier 30 août 2023 de Maître Fabienne JENNER relatif à l'impécuniosité de la liquidation ;

VU l'ordonnance du tribunal judiciaire de Strasbourg du 14 janvier 2026 actant la désignation de Maître Nicolas FLESCHE aux lieux et place de Maître Fabienne JENNER, pour représenter la SELARL MJ SYNERGIE dans l'accomplissement du mandat ;

VU le projet d'arrêté complémentaire transmis à la liquidatrice judiciaire par courrier recommandé du 31 mars 2026 avec accusé de réception du 7 avril 2026 ;

VU le courrier de réponse du liquidateur judiciaire du 9 avril 2026 reçu le 13 avril 2026 indiquant un changement de liquidateur judiciaire ;

CONSIDÉRANT qu'à la suite de la notification de l'arrêté préfectoral n° PCICP2025058-0001 du 27 février 2025, la liquidatrice a engagé le forage de 3 nouveaux piezomètres, une campagne d'analyse des eaux souterraines en août 2025 et une campagne d'analyse des gaz du sol durant cette même période au droit de l'emprise foncière actuellement détenue par l'Établissement Public Foncier de Grand Est (EPFGE) ;

CONSIDÉRANT que ces campagnes d'analyse mettent en avant d'importants dégazages en perchloroéthylène et trichloroéthylène au droit de l'emprise foncière détenue par l'EPFGE, traduisant des pollutions significatives aux solvants chlorés sur ce secteur ;

CONSIDÉRANT qu'un sens d'écoulement des eaux souterraines orienté depuis cette source de pollution vers un quartier résidentiel situé à l'Ouest du site a été identifié ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de réaliser une action de levée de doute sanitaire en conséquence ;

CONSIDÉRANT qu'il convient également d'engager les actions permettant de mieux définir cette source de pollution aux solvants chlorés ;

CONSIDÉRANT que le précédent plan de gestion établi pour le secteur du site détenu par l'EPFGE est dorénavant caduque au vu des pollutions mises en exergue ;

CONSIDÉRANT qu'il convient pour la liquidatrice de clairement définir les secteurs du site pouvant faire l'objet d'une libération du régime ICPE ;

CONSIDÉRANT que l'impécuniosité de la liquidation a été prononcée en 2019, mais que la liquidatrice dispose encore d'une enveloppe dédiée à la cessation d'activité du site ;

CONSIDÉRANT que les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ne sont toujours pas respectés sur le site ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1 :

Maître Nicolas FLESCHE, représentant de la société VESTRA GROUPE, affecte les sommes détenues à la suite de la clôture de la liquidation de ladite société aux diligences prescrites dans le présent arrêté, incluant les missions de l'établissement de maîtrise d'œuvre choisi pour mener les actions à engager sur le site.

Les prescriptions du présent arrêté sont appliquées de manière prioritaire par rapport à celles mentionnées dans l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2025058-0001 du 27 février 2025 qui demeurent applicables.

Article 2 :

Maître Nicolas FLESCHE, domicilié parc d'Activités d'Eckbolsheim, 5 rue des Frères Lumière, 67087 STRASBOURG, représentant de la société VESTRA GROUPE, pour son ancien site SOROTEX situé 179 rue Gornet Boivin, BP 1, 10100 ROMILLY-SUR-SEINE, est tenu :

– de réaliser une action de levée de doutes sanitaires visant à analyser les solvants chlorés dans les gaz du sol en deux phases :

- une première **sous un délai de 3 mois**, en période de hautes eaux, à l'aval hydraulique de la zone de pollution aux solvants chlorés identifiée sur le secteur appartenant à l'EPFGE, au plus proche des premières habitations tout en restant dans les limites du site ;
- une seconde **sous un délai de 8 mois**, en période de basses eaux, intégrant des analyses de gaz du sol hors site ;

- **sous un délai de 3 mois**, de réaliser un ou plusieurs forages au droit de la zone identifiée comme polluée aux solvants chlorés sur le secteur appartenant à l'EPFGE et de poursuivre la campagne d'analyse des eaux souterraines avec une périodicité semestrielle à l'échelle du site afin de mieux caractériser la source de pollution ;
- **sous un délai de 3 mois**, d'engager la finalisation de la caractérisation des déchets encore présents sur le site, définissant ainsi les filières de traitement/revalorisation adaptées ;
- **sous un délai de 6 mois**, au vu de l'ensemble des résultats qui seront obtenus et des données déjà acquises, de définir les secteurs parcellaires du site qui pourront faire l'objet d'une libération du régime ICPE, ainsi que les différentes potentielles restrictions d'usages permettant ces libérations.

Article 3 :

Le présent arrêté est notifié au liquidateur judiciaire de la société VESTRA GROUPE.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de ROMILLY-SUR-SEINE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par le maire de ROMILLY-SUR-SEINE, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chacun en ce qui le concerne, est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée pour information à la sous-préfète de Nogent-sur-Seine.

Troyes, le 07 MAI 2026

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Franck DORGE

Délais et voies de recours : En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours : Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.